

**OTTO VON BISMARCK – CHAMPION DE LA DISCORDE!**

Viorel CRUCEANU\*

**Résumé.** Le „Chancelier de Fer” a été sans doute le plus influent homme d’État européen de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans une carrière politique de 28 ans, il a croisé nombreuses personnalités de son temps. Ayant un remarquable talent de narrateur et un esprit critique pénétrant, Bismarck a légué à la postérité une large gamme d’opinions sur ses contemporains. De temps à autre, il avait l’air doux, même lyrique, mais le plus souvent il s’avérait impérieux, arrogant, sans merci... Aurait-il été spontané ou il jouait sans cesse dans une pièce bien mise en scène? Tout cela nous parvient de la correspondance officielle des diplomates français accrédités en Allemagne par le Ministère des Affaires Étrangères de Paris. Les informations se retrouvent en toute leur splendeur dans la collection *Documents Diplomatiques Français (1871-1914)*, 1<sup>re</sup> série (1871-1900), tome II (1<sup>er</sup> juillet 1875-31 décembre 1879), tome III (2 janvier 1880-13 mai 1881), tome IV (13 mai 1881-20 février 1883), tome V (23 février 1883-9 avril 1885), tome VI (8 avril 1885-30 décembre 1887), tome VI bis (4 mars 1885-29 décembre 1887), tome VII (1<sup>er</sup> janvier 1888-19 mars 1890) et tome VIII (20 mars 1890-28 août 1891). En faisant référence au contenu, mais aussi au pittoresque des entretiens avec Bismarck, l’ambassadeur Raymond de Saint-Vallier notait qu’elles représentaient „une mine inépuisable”<sup>1</sup> d’informations et que, s’il avait insisté davantage sur les détails, „il aurait des volumes à écrire”<sup>2</sup>.

**Mots-clés:** Bismarck, diplomatie, guerre, l’Alsace-Lorraine, France, Crispi, l’Allemagne, revanche, Gladstone, Jules Ferry.

De la multitude des impressions exprimées par Bismarck, nous avons choisi celles qui surprennent par leur inédit, en limitant l’aire de sélection à la Grande Bretagne, à l’Italie et à la France. L’attitude du chancelier allemand envers la Grande Bretagne a été très bien synthétisée par le ministre de la France à Munich, Camille Barrère. Le dernier soulignait que Bismarck „a toujours confondu dans un commun mépris tous les Gouvernements émanant de la volonté nationale”<sup>3</sup> et que „a toujours affecté un certain dédain pour les institutions politiques d’ Angleterre”<sup>4</sup>.

\* Professeur au Collège National (Lycée) „Vasile Alecsandri”, Bacău-Roumanie.

<sup>1</sup> *Documents Diplomatiques Français (1871-1914)*, 1<sup>re</sup> série (1871-1900), tome III (2 janvier 1880-13 mai 1881), Paris, Imprimerie Nationale, 1931, doc. no. 81, p. 70.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

<sup>3</sup> Idem, tome VII (1<sup>er</sup> janvier 1888-19 mars 1890), Paris, Imprimerie Nationale, 1937, doc. no. 500, p. 538.

<sup>4</sup> *Ibidem*.

Il n'a pas échappé au diplomate français le fait que Bismarck fut saisi de „mauvaise humeur” lorsque „le jeu des institutions parlementaires [britanniques – **N.D.A.**] a fait passer le pouvoir entre les mains des libéraux”<sup>5</sup>. Si „les Tories entrent le plus volontiers dans ses vues”<sup>6</sup>, en échange, il traitait avec une „froideur naturelle”<sup>7</sup> la plupart des libéraux anglais. Par conséquent, le chancelier a contracté une véritable fixation sur la personne de William Gladstone, quatre fois premier ministre de Royaume Uni (9 décembre 1868-17 février 1874, 28 avril 1880-9 juin 1885, 12 février-20 juillet 1886 et 18 août 1892-3 mars 1894). En ce sens, des informations intéressantes nous parviennent d'une note du mois de mars 1884 du premier ministre français, Jules Ferry, qui débrieife la rencontre avec Bleichroeder, „le confident [et] le porte - parole secret du Chancelier”. L'envoyé allemand clarifie en termes formels l'ampleur de l'antipathie de Bismarck pour Gladstone: «En effet, le prince [Bismarck] *hait* Gladstone. Vous n'imaginez pas à quel point! Il n'aime pas sa personne et déteste ses idées. Il dit que Gladstone radicalise l'Angleterre et qu'il prépare la République. Il le trouve fou et dangereux»<sup>8</sup>. Un message pareil est parvenu à Jules Ferry le 25 avril 1884, moyennant la dépêche de l'ambassadeur de Courcel. En mentionnant l'audience de la veille au chancelier, l'ambassadeur relate que Bismarck n'a pas manqué l'occasion de critiquer à nouveau le premier ministre anglais: «Il n'est pas étonnant que M. Gladstone ait abouti aux difficultés où il se trouve [le problème irlandais, la révolte des Boers en Afrique du Sud, l'occupation de l'Égypte, l'assassinat de Gordon à Khartoum – **N.D.A.**]; il a commis faute sur faute. C'est un homme qui n'a nullement l'intelligence des affaires ni celle des intérêts de son pays»<sup>9</sup>. On rencontre aussi des références négatives supplémentaires dans une autre note de Jules Ferry (du 6 octobre 1884), rédigée après l'entrevue avec le fils du chancelier, Herbert von Bismarck (qui détenait la qualité de ministre adjoint des Affaires Étrangères). L'officiel berlinois exprimait l'opinion de son père sur le gouvernement libéral de Gladstone: «C'est le meilleur Cabinet anglais pour tout le monde, excepté pour son pays, *le plus mauvais pour l'Angleterre et, par conséquent, le meilleur pour les autres*»<sup>10</sup>! C'est toujours par la voix de son fils que le chancelier s'attaquait sans ménagements au chef de la **Foreign Office**, le lord Granville, qui «est un beau parleur, qui promet tout en ne tient rien»<sup>11</sup>. En plus, le dignitaire anglais était considéré «un négociateur insaisissable», qui «ne

---

<sup>5</sup> *Ibidem*.

<sup>6</sup> *Ibidem*.

<sup>7</sup> *Idem*, tome VI (8 avril 1885-30 décembre 1887), Paris, Imprimerie Nationale, 1934, doc. no. 28, p. 40.

<sup>8</sup> *Idem*, tome V (23 février 1883-9 avril 1885), Paris, Imprimerie Nationale, 1933, doc. no. 227, p. 243-244.

<sup>9</sup> *Ibidem*, doc. no. 249, p. 267.

<sup>10</sup> *Ibidem*, doc. no. 421, p. 443.

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 442.

traite pas les affaires *comme un gentleman*»<sup>12</sup>. Enfin, à partir d'une lettre privée du 3 décembre 1884 que Courcel adresse à Ferry, on décèle encore une fureur „homérique” de Bismarck, cette fois-ci contre le tandem Gladstone-Granville. D'une ironie malicieuse, le chancelier déclara à l'ambassadeur français qu'ils «sont les bellâtres de la politique», mais «ils me font l'effet de ces vieux beaux qui, dans le monde, vivent la réputation de succès qu'ils n'ont jamais eue»<sup>13</sup>.

Cependant Bismarck a finalement eu une sympathie parmi les libéraux anglais: le jeune comte de Rosebery (devenu ami intime de Herbert von Bismarck), qu'il considérait «un homme agréable et intelligent», mais «avant tout, un ambitieux»<sup>14</sup>. Le vieux chancelier remarquait d'ailleurs qu'il avait épousé une jeune fille de la famille Rothschild: «il s'est procuré ainsi ce qui est le préliminaire indispensable pour réussir dans la politique en Angleterre: une grosse fortune»<sup>15</sup>. Au-delà de l'ironie, Bismarck se disait persuadé qu'«il veut être un jour Ministre dirigeant dans son pays»<sup>16</sup> (le chancelier s'est montré prophétique, le comte de Rosebery étant devenu premier ministre entre 5 mars 1894 et 21 juin 1895).

L'esprit machiavélique de Bismarck s'est manifesté dans sa plénitude lorsqu'il a réussi à semer la discorde entre la France et l'Italie. Les deux puissances latines étaient dans une acerbe compétition concernant l'influence sur la Régence de Tunis. Préoccupé à détourner la France des problèmes européens, le chancelier de l'Allemagne l'avait constamment encouragée dans „l'aventure coloniale”. Seulement, Bismarck assénait un double coup: il inhibait les prétentions territoriales de l'Italie envers l'Autriche-Hongrie et, concomitamment, il entretenait un état de tension à la frontière alpine franco-italienne. Rien de surprenant donc que, pendant des années, lors des entrevues avec les ambassadeurs français à Berlin, le chancelier adoptait des positions on ne peut plus virulentes envers l'Italie et ses politiciens. Un premier exemple est la rencontre du 27 juin 1879 avec l'ambassadeur de Saint-Vallier (accrédité à Berlin entre 1877 et 1881). Irrité par le gouvernement de Rome qui s'apprêtait à reconnaître séparément l'indépendance de la Roumanie, mais également par les insistances concernant la Tunisie, le chancelier appréciait que l'Italie «a cessé de compter parmi les nations ayant une politique respectable»<sup>17</sup>. Il indiquait d'ailleurs le coupable d'une telle conduite: «un outrecuidant personnage du nom de Crispi [figure centrale de la politique italienne des trois dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, tant au pouvoir qu'en opposition – **N.D.A.**] qui, dans ses étranges propositions, lui a donné la mesure du sérieux et de la profondeur des vues de son

<sup>12</sup> *Ibidem.*

<sup>13</sup> *Ibidem*, doc. no. 475, p. 502.

<sup>14</sup> *Idem*, tome VI, doc. no. 29, p. 44.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 45.

<sup>16</sup> *Ibidem*, p. 44.

<sup>17</sup> *Idem*, tome II (1<sup>er</sup> juillet 1875-31 décembre 1879), Paris, Imprimerie Nationale, 1930, doc. no. 440, p. 524.

Gouvernement»<sup>18</sup>. Après quoi, en évoquant „l'égoïsme” des gouvernants de la Péninsule, Bismarck continuait plastiquement: «La politique de l'Italie aujourd'hui c'est celle du malade qui souffre dans son lit et veut occuper celui du son voisin pour voir s'il n'y trouvera pas le soulagement des ses maux»<sup>19</sup>. À la fin, le chancelier manifeste son mécontentement envers «le besoin d'intrigues [et] d'agitation d'Italie, que rien ne peut satisfaire»<sup>20</sup>. Une explication identique a reçue Saint-Vallier de la part du Ministre des Affaires Étrangères de Bismarck, le comte von Bülow: «nous ne pouvons plus avoir confiance dans une politique sans cesse flottante, agitée et prête à obéir à tous les courants où l'antraînent des ambitions peu avouables, des rêves d'influence exagérés, des défiances et des jalousies passionnées contre l'Autriche, et pour tout résumer d'un mot, un désir singulièrement vif de jouer un rôle retentissant, sans l'énergie ni les moyens de le remplir»<sup>21</sup>.

Les jours de 26, 27 et 28 novembre 1880, l'ambassadeur de Saint-Vallier a été l'invité de Bismarck à Friedrichsruh (non loin de Hambourg), „un domaine de dix mille hectares”, où l'on voit le chancelier „vivant au milieu des bois”, l'air d'un „gentilhomme campagnard”<sup>22</sup>. Leurs discussions ont été synthétisées dans une longue lettre privée envoyée par l'ambassadeur à son chef au **Quai d'Orsay**, Barthélémy Saint-Hilaire. Son contenu nous dévoile un Bismarck déchainé à nouveau contre l'Italie. Le déclic a été „le problème tunisien” et le soutien accordé par l'Allemagne à la France dans le bassin de Méditerranée. Ainsi, Bismarck a avoué avec franchise: «J'ai la conviction qu'un grand pays comme la France a besoin de rencontrer des satisfactions dans sa politique extérieure et, comme je ne puis malheureusement pas vous en donner sur le terrain de l'Alsace-Lorraine, je désire le faire partout où il n'y a pas un intérêt allemand en opposition avec l'intérêt français. Je crois que si vous trouvez dans la Méditerranée de quoi répondre à votre besoin naturel et légitime d'expansion, les idées chez vous se tourneront avec moins d'amertume vers vos provinces perdues, et la paix, les bons rapports entre vous et nous deviendront plus sûrs et plus faciles. Voilà le secret du bon vouloir que je vous ai toujours montré soit à Tunis, soit au Maroc, soit en Égypte, en Syrie où en Grèce. Ne cherchez donc pas mes motifs cachés, j'aime mieux vous les dire franchement, je désire et j'espère ainsi à détourner vos regards de Metz et de Strasbourg en vous aidant à trouver ailleurs des satisfactions»<sup>23</sup>. C'est pourquoi, disait le chancelier, «j'ai engagé l'Italie à se désintéresser de Tunis et à tourner son exubérance vers Tripoli»<sup>24</sup>. Ensuite, pour être encore plus convaincant, Bismarck procédait aux aveux surprenantes: «Depuis 1866, je suis

---

<sup>18</sup> *Ibidem*.

<sup>19</sup> *Ibidem*.

<sup>20</sup> *Ibidem*.

<sup>21</sup> *Ibidem*, doc. no. 403, p. 467.

<sup>22</sup> *Idem*, tome V, doc. no. 170, p. 179.

<sup>23</sup> *Idem*, tome III, doc. no. 307, p. 275.

<sup>24</sup> *Ibidem*, p. 276.

*guéri de l'Italie* [allusion à la bataille de Sadowa, lorsque la Prusse et le Piémont s'étaient alliés contre l'Autriche – **N.D.A.**]. La campagne d'alors a trop marqué leur impuissance et leurs présomptueuses prétentions. [L'an] 1870 m'a ôté mes dernières illusions: je les ai vus à l'affût, nous guettant dans notre grand duel et attendant de connaître le vainqueur pour l'aider à écraser le vaincu. Si vous aviez battus, ils auraient été vos alliés enthousiastes; nous victorieux ils ont pris Rome, une ville alors sans défense...C'était un exploit à la hauteur de leur courage! Puis, ils ont mis à nos pieds leurs plus basses adulations. Leur politique c'est celle des chacals, qui suivent le lion pour achever ses victimes»<sup>25</sup>. Dans le même registre, Bismarck a formulé des accusations extrêmement graves à l'adresse de Crispi: « Il y a quatre ans [donc en 1876 – **N.D.A.**] cet homme est venu m'offrir, avec un cynisme de malfaiteur, les plus honteux marchés: succesivement il m'a proposé la mutilation de la France et celle de l'Autriche. Il nous donnait dans sa générosité peu coûteuse [caustique à nouveau – **N.D.A.**], la Champagne, la Bourgogne et la Franche-Comté; il se réservait, il est vrai, outre la Savoie et Nice, la Dauphiné et la Provence, avec Marseille et Toulon. Mêmes offres contre l'Autriche: à nous la Bohême, la Silésie, le Tyrol du Nord; à eux le Trentin, l'Istrie, Trieste, la Dalmatie (...). Ce courtier sans vergogne m'a poursuivi trois jours de ses importunités et j'ai dû finir par où j'aurais dû commencer, le faire mettre à la porte!»<sup>26</sup>. Apparemment indigné, le chancelier allemand a poursuivi: «L'Italie c'est l'enfant gâté qui a tout reçu des autres sans jamais avoir la peine ou le mérite d'y travailler par elle-même. Sa devise de *farà da sè* est le plus effronté mensonge que je connaisse: c'est le sang français qui lui a donné la Lombardie, le sang allemand la Vénétie, les bandes cosmopolites de la révolution lui ont donné Naples et les États romains...»<sup>27</sup>. Puis il a conclu avec acrimonie, dans son style pittoresque: «Mais, elle, qu'a-t-elle fait? (...). D'ailleurs, elle veut tout ce que je ne veux pas et elle désire le contraire de ce que je recherche (...). Tout me sépare de l'Italie (...)! L'Italie n'est pas un État militaire sérieux: qu'elle fasse des peintres, des musiciens, des chanteurs et des danseuses, voilà son vrai rôle»<sup>28</sup>.

L'entérinement du protectorat français en Tunisie (officialisé par le Traité de Bardo, le 12 mai 1881) a eu l'effet d'un séisme politique en Italie. D'un côté il a déterminé la chute du gouvernement de Cairoli (accusé d'avoir „perdu” le territoire nord-africain) et l'affirmation le long d'une décennie des cabinets radicaux (antifrançais), ayant à la tête Depretis (1881-1887), et ensuite Crispi (1887-1891). D'autre part, le fait a imposé le changement de la politique extérieure italienne. Ainsi, le chargé d'affaires français à Berlin, d'Aubigny, écrivait à Saint-Hilaire, le 29 juillet 1881: „L'insuccès des intrigues de l'Italie

<sup>25</sup> *Ibidem*.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 276-277.

<sup>27</sup> *Ibidem*, p. 277.

<sup>28</sup> *Ibidem*.

dans l'affaire tunisienne [et] l'isolement où cette Puissance s'est trouvé (...) ont inspiré à Rome (...) des réflexions sérieuses [qui ont] démontré la nécessité de se créer de solides alliances. La presse officieuse et la plus grande partie des feuilles de la Péninsule développant cette thèse, en viennent à conclure qu'il est le temps d'abandonner le rêve longtemps caressé d'une entente étroite des nations de race latine et que, sans méditer de projet d'agression contre la France, l'Italie a désormais pour devoir de rechercher un point d'appui stable, là seulement où elle le peut trouver, c'est-à-dire dans l'union austro-allemande [constituée en 1879 – N.D.A.]”<sup>29</sup>. Plus encore, dans une dépêche de 14 août 1881, l'ambassadeur français à Rome, Emmanuel de Noailles, signalait „l'accords des sentiments antifrançais qui existe entre la gauche avancée et la droite” et que certains journaux péninsulaires insistaient „[sur] la nécessité, pour l'Italie, de s'appuyer sur l'Allemagne et sur l'Autriche contre la France”<sup>30</sup>. Les mêmes journaux ahaiaient à „faire croire au public que l'Italie est menacée dans son existence par la France”<sup>31</sup>, et de Noailles faisait remarquer qu'a la tête de ce courant était Crispi en personne, qui avait se dire „le grand chef du chauvinisme italien”<sup>32</sup>. Quelques mois plus tard, le chargé français à Rome, de Reverseaux, réitérait les points de vue de la presse italienne: „Après l'entrée des Français en Tunisie, l'Italie a compris qu'elle était isolée en Europe et incapable de défendre seule ses propres intérêts menacés dans la Méditerranée. Ne pouvant plus compter sur la France [Les Italiens ont nourri l'espérance d'un non interventionnisme français en Tunisie – N.D.A.], il ne lui restait plus qu'à se rapprocher des monarchies du Nord et à chercher dans leur alliance une garantie contre son ancienne alliée. Elle résolut de faire appel à l'ancienne amitié de l'Allemagne; mais, pour arriver à Berlin, il fallait passer par Vienne et y détruire les défiances qu'ont fait naître en Autriche les excitations de l'irréductibilité [italien]. Il s'agit maintenant de faire un nouveau pas en avant (...), de démontrer que le Gouvernement royal a définitivement secoué le joug de l'influence française (...) et de conclure une alliance effective avec les deux Empires du centre de l'Europe...”<sup>33</sup>. Par conséquent, dès le mois de septembre 1881, l'ambassadeur de Saint-Vallier relevait le changement d'attitude de la presse allemande, „les phrases aimables pour l'Italie succédant à tant de dures et amères ironies”<sup>34</sup>. En effet, comme par miracle, après la constitution de la Triple Alliance (le 20 mai 1882), aucun terme incongru n'a plus échappé à Bismarck. L'inédit de la situation était saisi aussi par l'ancien ministre français de l'extérieur, William Henry Waddington qui, après une entrevue à Berlin avec le chancelier Bismarck (le 13 mai 1883), affirmait: «J'ai été frappé du changement

<sup>29</sup> Idem, tome IV (13 mai 1881-20 février 1883), Paris, Imprimerie Nationale, 1932, doc. no. 85, p. 84.

<sup>30</sup> *Ibidem*, doc. no. 96, p. 95.

<sup>31</sup> *Ibidem*.

<sup>32</sup> *Ibidem*.

<sup>33</sup> *Ibidem*, doc. no. 197, p. 183.

<sup>34</sup> *Ibidem*, doc. no. 116, p. 111.

de ton à l'égard de l'Italie»<sup>35</sup>, en contraste avec le langage «dur et méprisant»<sup>36</sup>, des années précédentes.

Néanmoins, l'attention de Bismarck était constamment tournée vers la France. Pendant les discussions avec les ambassadeurs français à Berlin, les provinces d'Alsace et de Lorraine revenaient comme un *leitmotiv*. Ainsi, dans la conversation portée à Varzin (petit domaine de la famille de Bismarck, en Poméranie Orientale, aujourd'hui Warcino, en Pologne) le 14 novembre 1879, le chancelier se confessait à Saint-Vallier en disant qu'en 1870, il n'avait voulu que l'Alsace. Preuve d'un terrible don prophétique, au vu de ce qui ira se passer au XX<sup>e</sup> siècle, Bismarck ajoutait: «en vous enlevant Metz et un lambeau de la Lorraine, l'Empereur [Guillaume I<sup>er</sup> - N.D.A.], mon maître, et les militaires qui lui ont inspiré cette résolution ont commis la plus grave des fautes politiques»<sup>37</sup>. Trois mois plus tard, le thème a été repris par le diplomate français qui se plaignait au chancelier que l'un de ces militaires, le fameux maréchal Moltke, s'avérait „trop enclin (...) à évoquer la guerre de revanche et le péril français”<sup>38</sup>. Conciliant, Bismarck lui donna une réponse colorée: «Quant à cette *tête de bois* de Moltke, vous savez que personne n'obtient grand chose de lui, mais je ferai un pressant appel à sa prudence. Je lui demanderai de se renfermer autant que possible dans la côté technique et purement militaire (...), de moins regarder les Vosges et de se tourner vers la Vistule»<sup>39</sup>. Ensuite, en mai 1883, profitant du passage de Waddington (qu'il connaissait du temps du Congrès de 1878) par Berlin, Bismarck reprenait ses excuses hypocrites: «Personnellement j'ai été opposé à l'annexion de la Lorraine, je voulais me borner à l'Alsace, mais les influences militaires l'ont emporté; maintenant la chose est faite»<sup>40</sup>.

Mais, tel que le successeur de Saint-Vallier, l'ambassadeur de Courcel, le remarquait, „l'emploi alternatif de l'intimidation et de la séduction” représentait l'un „des procédés favoris”<sup>41</sup> du comportement bismarckien. Un tel exemple se trouvait dans le discours prononcé au Reichstag, le 27 juin 1884. En contradiction avec les déclarations que nous venons de citer, il sommait la France de ne pas procéder «au rétablissement de l'état de choses contre nature qui datait de Louis XIV»<sup>42</sup> (c'est-à-dire rêver à la reconquête d'Alsace et de la Lorraine).

Bismarck s'est avéré aussi loquace avec Alphonse de Courcel (ambassadeur à Berlin entre 1881 et 1886). Le voilà donc qui avouait lors de l'audience du 27

<sup>35</sup> Idem, tome V, doc. no. 35, p. 40.

<sup>36</sup> *Ibidem*.

<sup>37</sup> Idem, tome II, doc. no. 476, p. 582.

<sup>38</sup> Idem, tome III, doc. no. 21, p. 23.

<sup>39</sup> *Ibidem*.

<sup>40</sup> Idem, tome V, doc. no. 35, p. 38; *Ibidem*, doc. no. 249, p. 271; vezi și tome VI, doc. no. 415, p. 427.

<sup>41</sup> Idem, tome V, doc. no. 170, p. 179.

<sup>42</sup> *Ibidem*, doc. no. 324, p. 340.de

novembre 1884 : «Depuis quatorze ans, dès le lendemain de la conclusion de la paix, je n'ai pas poursuivi d'autre but à l'égard de la France que de chercher à lui faire oublier les conséquences d'une guerre qui avait eu pour elle une issue funeste (...). C'est notre intérêt que la France se détourne des souvenirs pénibles. Mon soin constant à partir de 1871 a été de me conduire de telle sorte que je pusse l'amener à pardonner Sedan, comme elle en est arrivé après 1815 à pardonner Waterloo. Je désire pour cela qu'elle obtienne des satisfactions dans toutes les directions possibles, excepté dans la direction du Rhin»<sup>43</sup>. Discours repris six mois après lorsque, pendant la rencontre du 28 mai 1885, Bismarck déclarait pathétique au même de Courcel: «le but que je poursuis depuis quatorze ans est de cicatrifier les blessures qui séparent nos deux pays»<sup>44</sup>. En prenant la pose d'un défenseur de la paix, le „Chancelier de Fer” exprimait son appréciation pour les leaders français qui ont tenu bon aux tentations de la revanche, dont les présidents Patrice de Mac-Mahon (1873-1879) et Jules Grévy (1879-1887). Mais celui qui a recueilli de véritables éloges de sa part a été Jules Ferry, deux fois premier ministre de France: 23 septembre 1880-14 novembre 1881 et 21 février 1883-6 avril 1885. Pendant le premier mandat, Ferry a donné à la France la Tunisie. Pendant le second mandat, il a établi une véritable „alliance” avec l'Allemagne, ce qui a mené à la *Conférence coloniale de Berlin* (15 novembre 1884-26 février 1885). À ce que l'on voit, l'orientation coloniale imprimée par Jules Ferry répondait pleinement au désir de Bismarck de voir la France, après la défaite de 1870, chercher outre-mer ses compensations. Voilà pourquoi, le 13 décembre 1883, à Friedrichsruh, il dévoilait à l'ambassadeur de Courcel: «Je ne connais pas personnellement M. Ferry; mais dites-lui que mon bon vouloir à son égard est bien sincère»<sup>45</sup>. Ce qui plus est, dans sa lettre du 29 mai 1884 à Ferry (qui cumulait aussi le Ministère des Affaires Étrangères), l'ambassadeur citait l'officieux „*Gazette de l'Allemagne du Nord*”, où l'on affirmait: «C'est un bonheur pour la paix du monde qu'en France les pensées de revanche sont dans une certaine mesure contenues par le Gouvernement modéré d'un Président du Conseil tel que M. Jules Ferry»<sup>46</sup>. Pareillement, nous apprenons d'une dépêche envoyée par de Courcel le 20 janvier 1885 l'envie du chancelier de rencontrer Ferry: «J'aurais eu grand plaisir à me rencontrer avec M. Ferry (...). Je ne puis offrir d'aller à Paris; ce serait un embarras pour votre Gouvernement [et] un sorte de défi gratuit »<sup>47</sup>. Aussi, Bismarck proposait-il une rencontre sur un terrain neutre (en Belgique ou au Luxembourg), ou quelque part dans le Midi ensoleillé de la France (Nice ou Monaco). Prudent, le premier ministre Ferry a décliné l'offre.

<sup>43</sup> *Ibidem*, doc. no. 471, p. 495; vezi și doc. no. 530, p. 556.

<sup>44</sup> *Idem*, tome VI, doc. no. 29, p. 43.

<sup>45</sup> *Idem*, tome V, doc. no. 170, p. 181.

<sup>46</sup> *Ibidem*, doc. no. 285, p. 305.

<sup>47</sup> *Ibidem*, doc. no. 530, p. 558.

Avec une onde d'amertume, Bismarck déclarait sa compréhension à de Courcel: «Votre Gouvernement a peur de se compromettre avec moi; il n'ose pas se montrer en public donnant le bras à l'Allemagne»<sup>48</sup>. Le même état d'âme le poussait à philosopher: «Le voisinage est toujours une source de difficultés entre États. Deux peuples limitrophes sont rarement bons amis»<sup>49</sup>.

Après la chute de Ferry (un républicain de gauche), plusieurs gouvernements conservateurs se sont succédé. Sur ce fond, il s'est produit une résurrection du courant revanchard. L'exposant de ce courant était le général Boulanger, Ministre de la Guerre (7 janvier 1886-17 mai 1887) dans les gouvernements de Freycinet et Goblet. Les évolutions en France ont inquiété le chancelier allemand. Lors de l'entrevue de 28 janvier 1887 avec l'ambassadeur Jules Herbette (titulaire du poste pendant 10 ans: 1886-1896), Bismarck incriminait Boulanger: «C'est un homme qui médite un coup d'État (...). Mais, quant à l'Allemagne, la constitution d'un Gouvernement militaire en France, ce serait la guerre à court terme et j'ai le devoir de m'en préoccuper. Vous avez depuis dix ans bien des Ministres de la Guerre; ils ont tous été prudents. Le général Boulanger a pris dès le premier jour le rôle de préparateur de la revanche et il s'est bruyamment mis à l'oeuvre»<sup>50</sup>. Après avoir mis en exergue qu'autrefois la France avait eu «des hommes d'État prudents et raisonnables»<sup>51</sup>, le chancelier avertissait: «si le général Boulanger devient Président du Conseil [des Ministres – N.D.A.] ou Président de la République, *ce sera la guerre*»<sup>52</sup>. L'appréhension de Bismarck n'était pas un caprice. Tel qu'il en résulte d'une dépêche d'Herbette, du 25 février 1887, à ces moments-là les officiers de Berlin ne dissimulaient pas leur sentiment que „ce serait peut-être le tour des Allemands d'être battus”<sup>53</sup>, d'autant plus que l'on attribuait au général Boulanger „le sang froid d'un Moltke et l'énergie d'un Bonaparte”<sup>54</sup>. Si les choses n'ont pas dégénéré c'est parce que „le général Revanche” n'avait plus été coopté dans le cabinet Rouvier (installé le 30 mai 1887). À terme, le „mouvement boulangiste” s'essouffla, et Bismarck put rassurer. Satisfait par l'échec de Boulanger, Bismarck n'hésitait pas de le qualifier, avec sarcasme, comme «l'aspirant dictateur»<sup>55</sup> et même «*comédien sans talent*»<sup>56</sup>.

Une fois la menace de l'extérieur passée, le vieux chancelier s'est confronté avec un péril à l'intérieur: l'hostilité de Guillaume II (1888-1918). Les chicanes

<sup>48</sup> *Ibidem*, doc. no. 471, p. 496.

<sup>49</sup> *Ibidem*, doc. no. 168, p. 177.

<sup>50</sup> *Idem*, tome VI, doc. no. 415, p. 427.

<sup>51</sup> *Ibidem*, p. 426.

<sup>52</sup> *Ibidem*.

<sup>53</sup> *Idem*, tome VI bis (4 mars 1885-29 décembre 1887), Paris, Imprimerie Nationale, 1938, doc. no. 30, p. 72.

<sup>54</sup> *Ibidem*.

<sup>55</sup> *Idem*, tome VII, doc. no. 305, p. 318.

<sup>56</sup> *Ibidem*, doc. no. 304, p. 316.

du jeune **kaiser** allaient provoquer la démission de Bismarck, le 20 mars 1890. Deux jours à peine passés, le premier officiel reçu par Bismarck était l'ambassadeur de France. Comme s'il avait voulu changer son image dans les yeux de ses voisins, il déclarait à Herbette: «J'ai toujours hautement apprécié les Français. Si les nécessités de la politique et les intérêts de mon pays m'ont forcé de les combattre, si même les discussions parlementaires et les formes oratoires m'ont entraîné à des appréciations peu obligeantes sur leur compte, je n'ai jamais eu de haine contre eux»<sup>57</sup>. Son ton lyrique nous permet, au terme de notre excursus, de faire appel à une hypostase *sui-generis*: *Bismarck qui parle de... Bismarck!* À cette fin, nous nous sommes arrêtés à un passage extrait des longues conversations avec son journaliste préféré, Maurice Busch; celles-ci ont été recueillies dans deux volumes intitulés les *Mémoires de Bismarck*. Ainsi, un jour de vendredi, le 19 octobre 1877, „triste et mélancolique”, dans un „état d'abattement jamais vu”, le grand chancelier s'est adressé à Busch, „le regard sombre et la voix plaintive”: «Je me sens l'âme triste. Je n'ai jamais, dans ma longue vie, rendu personne heureux: ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même...! J'ai fait du mal, beaucoup du mal...! C'est moi qui suis la cause de trois grandes guerres. C'est moi qui ai, sur des champs de bataille, fait tuer 80.000 hommes qui, aujourd'hui encore, sont pleurés par leurs mères, leurs frères, leurs soeurs, leurs veuves...! Mais tout cela c'est affaire entre moi seul et Dieu! Je n'en ai jamais retiré aucune joie et je m'en sens aujourd'hui l'âme anxieuse et troublée...!»<sup>58</sup>! Des mots de plomb, accompagnées „d'une larme qui coulait lentement, le long de la joue” du Chancelier de Fer!

#### BIBLIOGRAPHIE

*Documents Diplomatiques Français (1871-1914)*, 1<sup>re</sup> série (1871-1900), tome II (1<sup>er</sup> juillet 1875-31 décembre 1879), tome III (2 janvier 1880-13 mai 1881), tome IV (13 mai 1881-20 février 1883), tome V (23 février 1883-9 avril 1885), tome VI (8 avril 1885-30 décembre 1887), tome VI bis (4 mars 1885-29 décembre 1887), tome VII (1<sup>er</sup> janvier 1888-19 mars 1890) et tome VIII (20 mars 1890-28 août 1891), Paris, Imprimerie Nationale, 1931-1938.

*Les mémoires du Bismarck* (recueillis par Maurice Busch), tome seconde, *Entretiens et souvenirs*, Paris, Edit. Eugène Fasquelle, 1899.

<sup>57</sup> Idem, tome VIII (20 mars 1890-28 août 1891), Paris, Imprimerie Nationale, 1938, doc. no. 7, p. 5.

<sup>58</sup> *Les mémoires du Bismarck* (recueillis par Maurice Busch), tome seconde, *Entretiens et souvenirs*, Paris, Edit. Eugène Fasquelle, 1899, p. 91.